

**Conseil économique et social**

Distr. générale
12 novembre 2007
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2008

21-30 janvier 2008

**Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006
présentés par le Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social*****Note du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. International Alert	2
2. National Wildlife Federation	7
3. Network Women in Development Europe	11
4. Association panaméricaine-panafricaine	14
5. Fondation Stichting Projekta	17

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. International Alert

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

Introduction

1. Objectifs et action principale

International Alert œuvre en faveur d'une paix durable dans les pays en proie à des conflits violents. Au plan régional, elle est présente dans la région des Grands Lacs d'Afrique, en Afrique de l'Ouest, dans le Caucase, en Amérique du Sud, au Sri Lanka, au Népal et aux Philippines. Aux plans régional et international, ses activités thématiques sont axées sur le rôle des entreprises, de l'aide humanitaire, du développement, des hommes et des femmes, de la sécurité et de la reconstruction dans la consolidation de la paix.

2. Changements ayant eu des incidences notables sur le projet et les fonctions

Extension de la présence géographique : International Alert a ouvert des bureaux au Libéria en 2003, à Sao Tomé-et-Principe et au Sri Lanka en 2004 et au Népal en 2006. Grâce à ses bureaux régionaux, l'organisation est présente de façon permanente dans les régions où elle mène des activités.

Extension du champ d'activités : En septembre 2006, International Alert a fusionné avec l'organisation non gouvernementale britannique Peaceworkers UK, spécialisée dans la formation technique à la consolidation de la paix.

Multiplication des sources de financement : International Alert collecte les dons de particuliers. Elle a pour la première fois obtenu de la part de l'organisation AusAID une subvention en vue d'activités en Asie du Sud (2006).

Contribution d'International Alert aux travaux des Nations Unies

1. Participation aux travaux du Conseil économique et social

Certaines des activités ci-après ont été menées avec les partenaires du projet « Biting the Bullet » (Saferworld et Université de Bradford), visant à favoriser une conception et une mise en œuvre plus pertinentes au plan international du contrôle des armes légères dans le cadre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, avec le Réseau d'action international contre les armes légères ou avec le Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité.

- 24 juin 2004, New York, Siège de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général d'International Alert, Dan Smith, a participé au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial.
- 28 octobre 2004, New York, débat ouvert du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. En tant que membre du Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité, International Alert a accompagné M^{me} Agathe Rwankuba (Réseau des femmes pour la défense des

droits et la paix, République démocratique du Congo), qui a fait une déclaration sur les femmes, la paix et la sécurité.

- 7 au 11 juillet 2003, 12 juillet 2005 et 27 juin 2006, New York, Siège de l'Organisation des Nations Unies. Présentation des rapports suivants (avec les partenaires du projet « Biting the Bullet » et du Réseau d'action international contre les armes légères) à la Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères de 2003, à celle de 2005 et à la Conférence d'examen de 2006 respectivement : *Implementing the Programme of Action on Small Arms* (Londres, 2003), *International Action on Small Arms 2005: Examining the Implementation of the United Nations Programme of Action* (Londres, 2005) et *Reviewing Action on Small Arms 2006; Assessing the first five years of the United Nations Programme of Action* (Londres, 2006).
- 7 au 11 juillet 2003, New York, réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères. Organisation d'une manifestation parallèle et d'une table ronde et présentation des exposés établis dans le cadre du projet « Biting the Bullet », à savoir l'exposé n° 16 sur la réglementation nationale sur la détention d'armes légères par les civils (*Regulation of Civilian Possession of Small Arms and Light Weapons*, Londres, juin 2003) et l'exposé n° 17 sur le renforcement des embargos et l'amélioration de la sécurité humaine (*Strengthening embargoes and enhancing human security*, Londres, juillet 2003).
- 11 au 15 juillet 2005, New York. Organisation, dans le cadre de la réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères, d'un débat parallèle sur le document *Emerging Agendas for the 2006 Review Conference* (International Alert, Londres, 2005).
- 18 octobre au 5 novembre 2004. Un spécialiste d'International Alert a animé sur le Web, pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), un débat consacré à la prévention des conflits.
- Septembre 2005. Pour l'Institut des Hautes Études Internationales de Genève (projet Small Arms Survey), évaluation des programmes de prévention de la violence et de réforme de la justice exécutés par le PNUD à El Salvador et au Honduras (dans le cadre de l'examen stratégique réalisé par le Bureau de la prévention des crises et du relèvement).
- Décembre 2005. Appui au Bureau de la prévention des crises et du relèvement (PNUD) pour l'élaboration d'un projet d'assistance préliminaire visant à réduire la violence armée en Équateur.
- 27 et 28 mars 2006, Johannesburg (Afrique du Sud). Un représentant d'International Alert s'est exprimé lors de la conférence sur l'Afrique subsaharienne organisée par le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

- 21 au 24 mars 2006 et 12 et 13 juin 2006, Bruxelles. International Alert et Saferworld ont aidé des responsables de la Commission européenne à amorcer un dialogue constructif avec la Commission de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies.
- 26 juin au 11 juillet 2006, New York. International Alert et les autres partenaires du projet « Biting the Bullet » ont permis à 10 représentants d'associations du Ghana, de la Sierra Leone, du Nigéria, du Panama et de la Fédération de Russie de prendre part à la Conférence d'examen de 2006.
- 10 et 11 août 2006, San Salvador. Présentation d'un document lors de la conférence régionale du PNUD en Amérique latine sur les expériences de prévention de la violence (*Latin American Regional Exchange on Experiences in Violence Prevention*).
- 9 octobre 2006. Soumission à la Commission de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies du document intitulé *The UNPBC: A Chance to Build Peace More Effectively – The Case of Burundi*.

2. Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies

- 18 janvier 2005, New York, Siège de l'Organisation des Nations Unies. Présentation du document de synthèse des partenaires du projet « Biting the Bullet » intitulé *Promoting Effective Global Action on Small Arms: Emerging Agendas for the 2006 United Nations Review Conference* aux participants à la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.
- 2005. Publication des documents intitulés *Putting a Human Face to the Problem of Small Arms Proliferation et Ammunition Stocks* (Londres, 2005).
- 2006. Pour le compte du Bureau du PNUD au Libéria, conduite d'une enquête dans les trois pays membres de l'Union du fleuve Mano et en Côte d'Ivoire en vue d'établir un document de référence pour une conférence sur les diamants au service du développement. En collaboration avec le Ministère des terres, des mines et de l'énergie du Libéria et le Bureau du PNUD au Libéria, organisation d'une conférence de suivi de trois jours (28 au 30 juin 2006) à Monrovia.
- 11 et 12 décembre 2006, Genève. Participation à la réunion des partenaires du projet « Biting the Bullet » sur le thème de l'élaboration de programmes mondiaux de renforcement des capacités de mise en œuvre du Programme d'action (*Developing global programmes to enhance implementation of the Programme of Action*).
- Organisation de deux ateliers de formation consacrés au Programme d'action de l'Organisation des Nations Unies : i) du 22 au 29 octobre 2004 à Moscou, pour des représentants d'organisations de la société civile de la Communauté d'États indépendants; ii) du 25 au 30 février 2005 à Beyrouth, pour des représentants d'organisations de la société civile du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

*Contributions financières reçues d'entités des Nations Unies
ou approuvées par des entités des Nations Unies*

- Programme des Nations Unies pour le développement : 8 857,85 livres sterling en 2004 et 26 589,57 livres sterling en 2006 pour le projet de recherche sur les diamants au service du développement (*Diamonds for Development*) mené dans le cadre du Programme pour l'Afrique de l'Ouest d'International Alert.
- Fonds des Nations Unies pour la démocratie : 2 754, 98 livres sterling pour le projet de promotion de la démocratie et de la responsabilité (*Promoting Democracy and Accountability in São Tomé e Príncipe*) à Sao Tomé-et-Principe (décembre 2006).
- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme : 17 770 livres sterling en décembre 2004.

3. Initiatives d'appui aux objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs convenus

S'agissant de l'objectif du Millénaire pour le développement numéro 3, Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les activités d'International Alert ont porté essentiellement sur la résolution 1325 (octobre 2000) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Ces activités et les publications y relatives ont été les suivantes :

- 27 janvier 2004, New York. International Alert a présenté le document de référence intitulé *Linking Prevention of Violent Conflict, the Protection of Civilians and the Effective Participation of Women in Peace and Human Security Processes* (Londres, 2003) lors d'une table ronde organisée par le Conseil de sécurité sur le thème de la paix et de la sécurité humaine au plan international (« Towards International Peace and Human Security: Advancing Prevention, Participation and Protection in the Work of the Security Council »).
- 2003 à 2006. International Alert a conseillé le Département des opérations de maintien de la paix et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe sur la question de la prise en compte du principe de l'égalité des sexes dans leurs activités.
- 1^{er} avril 2004, New York. Présentation de recommandations pour le rapport 2004 du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (*Recommendations for the 2004 Report of the Special Committee on Peacekeeping Operations*), avec le Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité.
- 28 janvier 2005, New York. Présentation au Comité spécial des opérations de maintien de la paix d'un document directif (*Recommendations for the Special Committee on Peacekeeping Operations*), avec le Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité.
- 2 mars 2006, New York. Avec le Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité, organisation d'une table ronde sur les questions d'égalité des sexes et la Commission de consolidation de la paix lors de la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme.

- 25 octobre 2006, New York. Présentation, dans le cadre de manifestations d'anniversaire, du document intitulé *SCR 1325 and the Peacebuilding Commission: Security Council Resolution 1325 on Women, Peace and Security – Six Years on Report* (Londres, 2006), conjointement avec le Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité.
- Avec la Division régionale du Département des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, présentation d'un document de travail lors des réunions régionales de préparation de la réunion biennale pour les États arabes organisée en Algérie en 2005 (16 au 18 avril) et lors de la réunion du Groupe d'États intéressés dans le cadre de la réunion biennale (12 juillet 2005).
- 21 septembre 2005 et 2006. International Alert a célébré la Journée internationale de la paix en organisant des manifestations publiques à Londres (un film et un concert en 2006, notamment). L'organisation a en outre demandé à l'institut de sondage YouGov d'interroger le public sur la consolidation de la paix et les conflits.

2. National Wildlife Federation

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

Introduction

L'action principale de la National Wildlife Federation (NWF) consiste à inciter et à aider les citoyens et les organisations, venus des horizons les plus divers, à sauvegarder les espèces sauvages et d'autres ressources naturelles et à protéger l'environnement afin de défendre les valeurs de paix, d'équité et de durabilité.

Contribution de la National Wildlife Federation aux travaux des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

- Onzième session de la Commission du développement durable, 28 avril au 9 mai 2003, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York. La responsable des programmes pour les populations et l'environnement, Karin Krchnak, a représenté la société civile au sein de la délégation des États-Unis.
- Douzième session de la Commission du développement durable, 14 au 30 avril 2004, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York. La responsable des programmes pour les populations et l'environnement, Caron Whitaker, a participé aux travaux de la Commission et joué un rôle actif au sein du groupe des organisations non gouvernementales.
- 2004. La responsable des programmes pour les populations et l'environnement, Caron Whitaker, a représenté la National Wildlife Federation aux conférences suivantes, organisées en Amérique du Nord dans le cadre du dixième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement : Conférence de la Commission de la population et du développement, tenue le 22 mars 2004 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York; conférence de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tenue du 29 juin au 2 juillet 2004 à San Juan (Porto Rico).
- 2005. La responsable des programmes pour les populations et l'environnement, Caron Whitaker, a représenté la National Wildlife Federation aux conférences suivantes sur les femmes, l'eau et le développement durable, organisées au Siège de l'Organisation des Nations Unies : conférence de la Commission préparatoire de la Commission du développement durable, tenue du 4 au 11 mars 2005; onzième session de la Commission du développement durable, tenue du 13 au 22 avril 2005; conférence de la Commission de la condition de la femme.
- Bureau régional pour l'Amérique du Nord du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Washington, 12 décembre 2003. Caron Whitaker a participé à des réunions d'élaboration d'une déclaration de la société civile qui devait être présentée au Forum ministériel mondial pour l'environnement prévu à Jeju (République de Corée) du 29 au 31 mars 2004.

- Bureau régional pour l'Amérique du Nord du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Washington, novembre 2006. Caron Whitaker a participé en tant que spécialiste des questions d'égalité des sexes à des réunions d'élaboration d'une déclaration de la société civile qui devait être présentée au Forum ministériel mondial pour l'environnement prévu à Nairobi en février 2007.

ii) Initiatives d'appui aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux principes mondiaux

2003 – Activités à l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population et de la Conférence internationale sur la population et le développement + 10

- 21 avril 2003. La National Wildlife Federation a parrainé une manifestation à Toledo (Ohio, États-Unis) qui a mis en vedette Sterling Scruggs, Directeur de la Division de l'information et des relations extérieures du Fonds des Nations Unies pour la population, et Jane Roberts, cofondatrice de la Campagne des 34 millions d'amis (lancée pour soutenir l'action du Fonds).
- 28 mars au 1^{er} avril 2003. La National Wildlife Federation s'est associée aux organisations Sierra Club et Population Connection pour dispenser une formation sur le Fonds des Nations Unies pour la population à l'intention des militants.
- Juillet 2003. Des collaborateurs du Service des programmes pour les populations et l'environnement ont établi avec huit militants de premier plan des lettres relatives à la Journée mondiale de la population et à la contribution financière des États-Unis au Fonds des Nations Unies pour la population.
- Août et septembre 2003. Des collaborateurs du service des programmes pour les populations et l'environnement ont demandé à des militants dans neuf États indécis de rendre visite à leur sénateur.
- 25 septembre 2003. Caron Whitaker et Jane Roberts (cofondatrice de la Campagne des 34 millions d'amis) se sont exprimées lors d'une manifestation organisée au Commonwealth Club (Californie, États-Unis).

2004 – Activités à l'appui du dixième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire en 1994

En 2004, la National Wildlife Federation a parrainé plus de 50 manifestations aux États-Unis pour faire connaître la Conférence internationale sur la population et le développement et rechercher des appuis. Elle a notamment participé à ce titre à la campagne « A Mother's Promise the World Must Keep » ainsi qu'aux manifestations plus ambitieuses suivantes :

- 10 février 2004. Organisation avec d'autres parrains d'une manifestation de lancement au cours de laquelle le Président de la Fondation pour les Nations Unies, Tim Wirth, a prononcé le discours principal.
- 10 mars 2004. Lors de son assemblée annuelle, tenue à St. Louis (Missouri, États-Unis), la National Wildlife Federation a adopté une résolution réaffirmant les buts et principes énoncés au Caire.

- 8 juillet 2004. La National Wildlife Federation a coorganisé et promu une conférence de presse et un déjeuner au Congrès afin d'attirer l'attention sur le fait que les États-Unis ne tenaient pas les engagements qu'ils avaient pris au Caire. Les représentants Maloney, Lowey et Crowley ont pris la parole lors de la conférence, et les représentants Moran et McCollum se sont exprimés en faveur de la planification familiale à l'échelle internationale durant le déjeuner.
- Août 2004. La National Wildlife Federation a publié un livre blanc, intitulé « Missing the Forest : A Position Paper about the Need to Keep Environment on the Population and Development Agenda », dans lequel elle démontre qu'il est indispensable de considérer ensemble l'environnement et la démographie pour réaliser les objectifs établis au Caire, mais aussi pour mettre en œuvre un développement durable.
- 13 octobre 2004. Caron Whitaker s'est associée à plusieurs autres organisations pour présenter à Thoraya Obaid, Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population, les signatures recueillies durant la Campagne « A Mother's Promise the World Must Keep » et celles recueillies en Europe au cours d'une campagne semblable.

2004 – Activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

- 14 octobre 2004. Caron Whitaker a organisé à New York (Church Center) une manifestation des Associations pour les Nations Unies au cours de laquelle elle s'est exprimée sur le thème de la démographie, de la santé en matière de procréation et des objectifs du Millénaire pour le développement.
- 1^{er} novembre 2004. La National Wildlife Federation a présenté ses observations sur le projet de rapport établi dans le cadre du Projet Objectifs du Millénaire.

2005 – Activités à l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population

- 7 janvier 2005. Sarah Craven, chef du Bureau de Washington du Fonds des Nations Unies pour la population, s'est exprimée lors de la conférence annuelle de perfectionnement des femmes cadres organisée à Washington avec l'appui de la National Wildlife Federation.
- 9 janvier 2005. Kakenya Ntaiya, chargée de recherche au Fonds des Nations Unies pour la population, s'est exprimée lors d'une conférence organisée à Washington par la National Wildlife Federation.
- 12 avril 2005. La National Wildlife Federation a organisé une conférence et un débat au Macalester College de Saint Paul (Minnesota, États-Unis), avec la participation de Sarah Craven, chef du Bureau de Washington du FNUAP.
- 23 avril 2005. La National Wildlife Federation a organisé une série de manifestations à l'Université de l'Ohio dans le cadre de laquelle Kakenya Ntaiya, chargée de recherche au Fonds des Nations Unies pour la population, a prononcé le discours principal d'une conférence.

2005 – Activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

- 2 février 2005. La National Wildlife Federation a écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement pour demander que la question de la santé en matière de procréation figure dans le rapport du Secrétaire général et que l'accès à la contraception fasse partie des indicateurs de réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7 relatif à la préservation de l'environnement.
- Organisation de débats publics sur le thème des objectifs du Millénaire pour le développement : le 23 mai 2005 au Bard College (New York), le 7 juin 2005 à Canton (Ohio, États-Unis) et le 10 septembre 2005 à Annandale-on-Hudson (New York).
- Parrainage de manifestations à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement : le 2 juin 2005 à San Francisco (Californie, États-Unis) et le 3 juin 2005 à New Canaan (Connecticut, États-Unis).

2006 – Activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

- 11 avril 2006. Paul Joffe, Directeur principal à la Section des affaires internationales de la National Wildlife Federation, a présenté au Congrès un exposé sur les objectifs du Millénaire pour le développement et en particulier sur l'objectif 7.
- 15 novembre 2006. En tant que Coprésidente de la Michigan and the World Coalition, la National Wildlife Federation a invité Eveline Herfkens, Coordonnatrice exécutive de la Campagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, à prononcer le discours principal lors de la conférence annuelle de l'organisation.

3. Network Women in Development Europe

(Statut consultatif spécial accordé en 1999)

Depuis sa fondation en 1985, l'organisation Network Women in Development Europe (WIDE) a acquis une grande expérience de l'analyse des politiques économiques du point de vue des femmes. Cette expérience s'étend de l'analyse détaillée du programme sur lequel reposent les accords de l'Union européenne en matière de commerce et de coopération et les négociations de l'Organisation mondiale du commerce à l'élaboration de modèles économiques nouveaux tenant compte plus équitablement de la contribution des femmes à l'économie. Dès le début, WIDE a milité pour que la question de l'égalité des sexes soit systématiquement prise en compte dans les politiques macroéconomiques et les accords commerciaux, afin que l'égalité des sexes et le développement durable pour tous deviennent des réalités.

Les statuts de l'organisation ont été modifiés en 2003 en ce qui concerne les catégories de membres.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

1. Quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme. 3 au 14 mars 2003, New York. Lors de réunions avec les représentants d'institutions des Nations Unies et d'autres organisations non gouvernementales, Gertrude Eigelsreiter-Jashari, représentante de WIDE, a présenté les activités régionales prévues en Europe pour le dixième anniversaire du Programme d'action de Beijing.
2. Forum du Comité des ONG sur la condition de la femme (Genève) sur le thème de la pleine application du Programme d'action de Beijing, 21 et 22 juillet 2003, Genève (dans le cadre de la session du Conseil économique et social). S'agissant de la cinquième Conférence sur les femmes, Carmen de La Cruz, représentante de WIDE, a mis l'accent sur la nécessité d'aborder le débat sur la gouvernance mondiale et le multilatéralisme du point de vue, essentiel, des femmes.
3. Cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, 10 au 14 septembre 2003, Cancun (Mexique). WIDE a participé à cette conférence afin de suivre les progrès accomplis dans les négociations et de défendre la position de l'Union européenne.
4. Conférence internationale « After Cancun – Where next for development? », 14 octobre 2003, Bruxelles. WIDE a été conviée à cette conférence par Solidar et Oxfam International pour faire part de ses vues et formuler avec d'autres organisations non gouvernementales une position commune sur les questions liées aux négociations menées au sein de l'Organisation mondiale du commerce.
5. Onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur le thème « Renforcer la cohérence entre les stratégies nationales de développement et les processus économiques mondiaux pour la croissance économique et le développement, en particulier des pays en développement », 13 au 18 juin 2004, São Paulo (Brésil). Des représentants de WIDE ont été invités à faire

part de leur point de vue quant aux incidences sur les pays en développement des politiques commerciales et des politiques du développement.

6. Quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, 28 février au 11 mars 2005, New York. WIDE et la délégation de l'Union européenne ont ensemble fait partie du groupe chargé d'élaborer un texte sur l'émancipation économique des femmes et la déclaration sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

7. Cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, 27 février au 10 mars 2006, New York. WIDE a pris part à tous les débats, exprimant sa préoccupation quant au manque d'émancipation économique des femmes dans le Sud. L'organisation s'est en outre servie d'une déclaration établie à l'occasion de cette session pour inciter les institutions européennes à appliquer dans leurs politiques les accords du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Programme d'action de Beijing.

Collaboration, avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies, à la conception et à l'exécution de projets de recherche et de projets communs

- Contribution, avec d'autres organisations non gouvernementales européennes, à l'élaboration de la publication du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme intitulée *To the farthest frontiers: Women's empowerment in expanding Europe* (novembre-décembre 2004). WIDE a apporté son expérience des questions relatives à l'égalité des sexes en Europe et à l'élargissement de l'Union européenne.
- Débat d'experts sur les priorités dans le suivi de l'examen et de l'évaluation décennaux de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, 31 octobre au 3 novembre 2005, New York. WIDE a présenté son point de vue lors de ce débat, organisé par la Division de la promotion de la femme.
- Consultation entre la société civile et le groupe d'experts de haut niveau, Genève, 2 juillet 2006. Travaux conjoints, avec les institutions des Nations Unies spécialisées dans les questions relatives à l'égalité des sexes et les organisations non gouvernementales de développement défendant les droits des femmes, sur une stratégie concernant l'égalité hommes-femmes.

WIDE a toujours orienté son action sur l'émancipation des femmes dans les domaines économique, social, culturel et politique. Les activités que l'organisation mène régulièrement avec ses partenaires européens et internationaux visent à suivre de près les politiques mises en œuvre et à en promouvoir de meilleures pour faire en sorte que l'égalité entre les sexes devienne une réalité au plan mondial.

- Objectif du Millénaire pour le développement numéro 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- Cible 4 : éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement.

Actions :

- WIDE a apporté sa contribution dans ce domaine en menant un grand nombre de campagnes de sensibilisation, en organisant des manifestations pour le

renforcement des capacités, en effectuant des analyses et des recherches et en constituant un réseau d'organisations à l'échelle européenne. Par exemple, WIDE a publié avec d'autres organisations un document intitulé « Gender mainstreaming in development and trade policy and practice: learning from Austria, Belgium, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland » (Belgique, octobre 2004). WIDE a également organisé à Louvain-la-Neuve (Belgique) en novembre 2005 un atelier sur le thème d'une économie différente, plus favorable aux femmes.

- Objectif du Millénaire pour le développement numéro 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.
- Cible 12 : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire.

Actions :

- En collaboration avec un grand nombre d'autres organisations non gouvernementales dans le monde, WIDE a fait campagne pour un système commercial qui soit équitable sur le plan social et qui ne porte pas préjudice aux femmes, surtout lorsqu'elles sont pauvres. À long terme, son action aura une influence sur les politiques mises en œuvre dans le domaine des échanges internationaux. L'organisation a publié à ce titre en septembre 2004 un document intitulé « Globalising women's rights: Confronting unequal development between the UN rights framework and the WTO trade agreements », qui présente les résultats des travaux de sa conférence annuelle tenue à Bonn (Allemagne).

Activités à l'appui des principes mondiaux

Dans le souci d'établir des liens avec d'autres organisations et de prendre part plus activement à des alliances plus ciblées, WIDE a notamment participé au Forum social mondial et à l'Action mondiale contre la pauvreté.

4. Association panaméricaine-panafricaine

Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Depuis sa fondation en 1968, l'Association panaméricaine-panafricaine (Pa/Pa) et son Président, Robert Starling Pritchard (premier Américain d'origine afro-américaine à avoir exercé de façon durable les activités de pianiste de concert, virtuose, et de musicien enregistrant des disques), ont participé à plusieurs grands programmes d'échanges culturels, éducatifs et économiques des Nations Unies parrainés et soutenus par l'Association. L'Association a tissé des liens entre les continents et les pays (« Hands Across the Seas and Lands ») en organisant des manifestations, notamment la remise du prix d'humanisme Kenneth David Kaunda à l'auditorium de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et le concert de gala des compositeurs baroques et préclassiques brésiliens d'origine africaine, qui a eu lieu le 28 mai 1976 sur la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion du treizième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine et du Bicentenaire des États-Unis d'Amérique, en présentant un document intitulé « International Cultural Embargo against Apartheid South Africa » à la Conférence internationale des ONG pour l'action contre l'apartheid, tenue en 1978 à Genève (lequel a servi de base à l'accord des participants à la Conférence sur ce qui est devenu le texte organisant l'embargo culturel contre l'Afrique du Sud), et en prenant part à beaucoup d'autres activités ou en y contribuant par la promotion de ses objectifs et de ceux des Nations Unies. Depuis la fin des années 90, l'Association s'est considérablement développée par l'intermédiaire de l'International Trade Consultants Group, structure chargée des activités relatives au développement économique et au commerce international au sein de sa section des programmes permanents (Permanent Programme Unit). En effet, elle a établi des organisations affiliées à cette structure dans le monde entier.

20 au 30 janvier 2003. Kumi Yokota, ambassadrice itinérante et représentante de l'Association auprès du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, a représenté son pays, le Japon, à la Foire internationale de Caen (France), où elle a exposé avec des collègues des kimonos traditionnels et des objets d'art japonais.

9 au 13 juin 2003. Le représentant principal de l'Association auprès du Conseil économique et social à Genève, Walter Menicocci, a été invité par l'Université du Connecticut (Storrs, Connecticut) à présenter un rapport détaillé sur les résultats de plusieurs décennies de recherches menées par un groupe de chercheurs réputés sur la capacité de l'environnement à résister à l'action de l'homme. Ces recherches, qui consistent à mettre au point des sources d'énergie renouvelables et non polluantes, doivent servir les objectifs du Comité de la science et de la technologie, organe subsidiaire de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Elles mettent l'accent sur le fait que les sources d'énergie classiques ne sont pas inépuisables et que leur exploitation, bonne ou mauvaise, peut avoir des conséquences graves pour l'environnement.

Principales activités de Pa/Pa Japan (membre affilié de l'Association) d'août 2003 à ce jour. Le 20 août 2003, le Président de Pa/Pa Japan a été reçu par le Président de la République centrafricaine, François Bozizé, en vue d'examiner la proposition de Pa/Pa Japan tendant à promouvoir les échanges économiques par l'importation au Japon de diamants bruts. Pa/Pa Japan proposait en outre de fonder

une organisation caritative pour venir en aide aux familles centrafricaines. Le 1^{er} octobre 2003, l'organisation a ouvert ses bureaux à Bangui. En août et septembre 2004, elle a invité au Japon des représentants des Ministères de l'économie et de la coopération internationale et de la communication et de la réconciliation nationale afin qu'ils visitent des entreprises spécialisées en vue de futurs projets de développement des infrastructures en Centrafrique. Le 1^{er} avril 2005, le Gouvernement centrafricain et Pa/Pa Japan ont signé un accord destiné à permettre à l'organisation d'apporter un appui technique et financier aux échanges économiques entre les deux pays. Le 15 novembre 2005, Pa/Pa Japan a créé CARDIAMOND. Le 10 octobre 2006, les membres d'une délégation de Pa/Pa se sont rendus en Centrafrique pour fonder l'Association d'aide nippo-centrafricaine. Des négociations ont ensuite été entamées en vue de la construction d'une centrale hydraulique devant contribuer à alimenter en électricité des zones rurales du pays.

2 octobre 2003. L'Association panaméricaine-panafricaine a entrepris des recherches sur l'expulsion illégale du territoire des États-Unis d'immigrants d'origine arabe à la suite de la tragédie du 11 septembre 2001. Elle s'est opposée à l'expulsion d'un immigrant syrien qu'elle avait aidé à entrer aux États-Unis.

28 février 2004. Dans le cadre de son programme d'échanges culturels, l'Association a organisé à Beacon, dans l'État de New York, une exposition en hommage à l'histoire du peuple noir (Black History Month Exhibit) avec la participation des artistes sénégalais et afro-américains Babacor Wade, Seyni Mbaye, Chaliz Leye, Cisse Dia, Diatta Seck et Kamiirn Pritchard. Cette exposition a eu lieu au Art and Fashion Spot, dont le propriétaire est Souleymane Sarr. Parmi les invités d'honneur figurait Clara Lou Gould, maire de Beacon. Étaient également invités l'Ambassadeur du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Kevin John Powell, lauréat du Prix des artistes 1997 décerné par l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Président de l'Association, Robert Pritchard. Ce dernier entretient aussi depuis longtemps des liens avec le Sénégal. En effet, c'est lui qui a eu l'idée du premier Festival mondial des arts nègres, qui s'est déroulé à Dakar en 1966 sous la présidence de Léopold Sedar Senghor et qui avait été précédé en 1965 par l'American Festival of Negro Arts, qu'il avait organisé dans le cadre du premier mois d'hommage à l'histoire du peuple noir.

31 juillet 2004. Dans l'esprit des mandats de promotion d'une « culture de la paix » confiés aux Nations Unies, Robert Pritchard et Henri Polgar, représentant tous deux l'Association, ont participé au Festival international d'art et de culture pour la jeunesse « Ode to Peace » (Ode à la paix), qui s'est déroulé pour la troisième année consécutive à Washington, au monument à la mémoire de Thomas Jefferson, parallèlement à celui de Penglai (Chine). L'édition 2004 du festival a été organisée conjointement par la municipalité de Penglai, la Chine, la Fédération américaine de kung-fu wushu et Culture to Culture International, et elle a reçu le soutien de la communauté sino-américaine du Grand Washington, de la Consolidated Society of Chinese University Alumni Associations, des Yellow River Art and Drama Ensembles et de la Chambre de commerce du Maryland. La Maison Blanche et le maire de Washington ont salué cette manifestation et ont pour l'occasion émis une proclamation (Asian Pacific Proclamation).

17 juillet 2004 à ce jour. Le Président de l'Association a affilié l'organisation Shina (organisation de la catégorie 501(c)(3) ayant son siège à Hyattsville, dans le Maryland) afin d'appuyer la mission qu'elle mène au profit des femmes et des

jeunes dans des domaines sociaux, culturels, éducatifs et économiques où il existe des besoins de développement. L'acronyme *SHINA*, *To Send Hope, Inspire and Nourish by utilizing Accumulated knowledge and skills* (« donner espoir, inspirer et nourrir par la connaissance et le savoir »), exprime le projet de cette organisation. Chaque année, l'Association a apporté son appui à la campagne de collecte de fonds que Shina a organisée en novembre et dont les recettes servent à mener à bien des projets aux plans local et international en collaboration avec des organisations implantées dans des zones rurales et généralement ignorées en raison de la forte concentration de donateurs dans les zones urbaines. Au plan local, Shina s'emploie à améliorer la qualité de la vie ainsi qu'à favoriser l'indépendance et l'amour-propre et à accroître les moyens de subsistance de chacun. L'organisation dispose de mécanismes de contrôle particuliers qui lui permettent de garantir la responsabilité, l'intégrité et la viabilité.

3 juillet 2005 au 15 juin 2006. Au titre de son engagement à promouvoir la culture de la paix par les arts, l'Association a parrainé sur le lieu de son siège le programme Artist-in-Residency de la dramaturge Meja Tyehimba, née à New York. Durant ce programme, cette artiste d'exception, qui fait également de la mise en scène et de la production avec brio, a écrit plusieurs œuvres, notamment la pièce « *How Deep the Cut* » (lue le 22 mars au Zora Neale Hurston Theatre, situé sur l'Evans Campus de la Maya Angelou Public Charter School, à Washington) et le scénario « *Gemini* » (histoire de deux jeunes afro-américaines qui découvrent la vie de leurs ancêtres esclaves). Meja Tyehimba a beaucoup apporté aux élèves de la Maya Angelou Public Charter School, qui sont en grande majorité des Afro-Américains.

1^{er} mai 2006. L'Association a été très présente lors de la quatorzième Conférence des Nations Unies sur le développement durable (tenue les 1^{er} et 2 mai 2006) grâce à la personne qu'elle avait choisie pour la représenter à New York, à savoir Erik Hagberg (fondateur et Président-Directeur général de Pacific Aquaculture Cooperatives Inc. International (PAC), et fondateur et Directeur général de Help PPFISCH Inc.). PAC, Help PPFISCH et l'Association ont tiré des avantages inestimables de cette manifestation sur le plan des contacts et de la dynamique. Les représentants des ministères compétents des petits États insulaires en développement ont été conviés à un débat sur la mise en œuvre du projet d'aquaculture marine de PAC, visant à obtenir des résultats quantifiables en matière de développement durable d'ici à la quinzième Conférence. Le Comité consultatif de PAC devait en outre demander au Conseil d'administration et à l'équipe dirigeante d'évaluer des projets de développement durable et de les mettre à exécution parallèlement au programme principal de d'élevage de l'holothurie mené dans les petits États insulaires en développement.

26 juillet 2006. Le Président de l'Association, Robert Pritchard, a pris part à la réception donnée au Watergate Hotel à Washington à l'occasion de la fête de l'indépendance du Libéria en jouant au piano, en présence de l'Ambassadeur du Libéria et des autres invités, sa « *Passacaglia Monrovia* », qu'il avait composée en 1950 au Libéria alors qu'il était le premier artiste à bénéficier du programme Artist-in-Residency dans ce pays et qu'il exerçait également les fonctions de conseiller auprès du Président Tubman. Robert Pritchard a dédié son concert à la Présidente du Libéria, Helen Sirleaf Johnson, qui a apporté à ce pays la stabilité après de nombreuses années de guerre civile.

5. Fondation Stichting Projekta

(Statut consultatif spécial accordé en 1999)

I. Introduction

Dans le cadre de son action en faveur de l'égalité des sexes et de la démocratie au Suriname, la Fondation Stichting Projekta s'emploie à donner aux femmes, aux jeunes et à d'autres groupes sociaux vulnérables davantage de moyens pour participer pleinement au développement humain. Pour cela, elle met en œuvre des programmes de sensibilisation et de participation à l'élaboration et au suivi des politiques aux plans local et national. En outre, elle renforce les capacités des organisations locales et d'autres organisations non gouvernementales et elle contribue au renforcement des capacités de la société civile du pays.

Pour mener à bien sa mission, la Fondation mène les activités suivantes :

- Information, sensibilisation et communication;
- Mobilisation, particulièrement en ce qui concerne les politiques de développement;
- Développement local;
- Formation (ateliers et séminaires);
- Élaboration, mise en œuvre et évaluation de programmes et de projets;
- Collecte de données de base et recherche en ce qui concerne l'égalité des sexes.

En outre, elle collabore avec d'autres organisations non gouvernementales ainsi qu'avec des organismes des secteurs public et privé, et elle tisse des liens avec des organisations nationales, régionales et internationales.

Au cours de la période considérée, les principaux changements que la Fondation a apportés à ses activités ont été les suivants :

- Une plus large place a été accordée à un dialogue entre les organisations locales d'une part et les responsables politiques locaux et nationaux d'autre part, en complément des initiatives de renforcement des capacités;
- Davantage d'efforts ont été accomplis en vue de constituer et de soutenir des réseaux d'organisations non gouvernementales. La Fondation a ainsi joué un rôle de direction et de coordination au sein du Réseau des organisations non gouvernementales pour les femmes et le développement (Network of NGO's for Women and Development) et elle a créé un Conseil des réseaux d'organisations non gouvernementales (Council of NGO Networks).

Contribution de la Fondation aux travaux des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

Durant la période considérée, la Fondation n'a pas participé aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ni aux principales conférences pour les raisons suivantes principalement :

- Les informations relatives aux conférences et autres réunions internationales ont généralement été reçues trop tard pour que des dispositions puissent être prises en termes de planification et de budgétisation;
- Insuffisance de moyens financiers pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance des délégués.

ii) Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège

- En collaboration avec CAST 2 Theater, création d'une série de programmes télévisuels (intitulée « LIBI! ») pour le projet de l'Organisation panaméricaine de la santé relatif à la santé en matière de procréation au Suriname (série diffusée en juin et juillet 2004 à Paramaribo); assistance technique à l'Organisation panaméricaine de la santé dans le cadre des activités financées au moyen du Fonds d'accélération du programme; campagne de mobilisation en faveur d'une modification de la législation et d'un changement de politique à l'égard des maladies sexuellement transmissibles; et activités de sensibilisation sur le thème de la Campagne mondiale contre le sida de 2003 (programme d'un an mis en œuvre à Paramaribo).
- Présentation d'un document lors d'un atelier de l'UNESCO sur la participation des deux sexes au développement local (tenu du 20 février au 6 mars 2003 à la Jamaïque).
- Participation aux activités du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH et le sida au niveau national (de façon régulière durant la période considérée).
- Participation aux travaux de l'équipe chargée d'établir le bilan commun de pays pour 2006 et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2008-2011 (activité régulière en 2006).
- En collaboration avec CAST 2 Theater, production d'un film ludo-éducatif, « Wan Lobi Tori » (avec l'appui de l'Organisation panaméricaine de la santé), diffusé pour la première fois sur les chaînes de télévision de Paramaribo le 1^{er} décembre 2004, à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, puis au siège de la Fondation à Washington le 1^{er} décembre 2005 à l'occasion de cette même Journée.
- Collaboration avec les Volontaires des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation panaméricaine de la santé, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et l'Équipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe aux fins de la coordination des secours apportés en mai et juin 2006 à la suite

d'une inondation survenue dans l'intérieur du Suriname (activité menée durant deux mois à Paramaribo).

iii) Initiatives d'appui aux objectifs du Millénaire pour le développement

Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif n° 1 (Éliminer l'extrême pauvreté et la faim)

- De 2002 à ce jour, action de formation et de renforcement des capacités dans les domaines du développement local, de la création d'entreprises, de la promotion de la participation des femmes et de la formation professionnelle menée auprès de trois communautés villageoises et de 12 associations rurales dans le district de Para (Suriname).

Objectif n° 3 (Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes)

- Formation de 75 enseignants à la prise en compte de la question de l'égalité des sexes à l'école (de janvier à mai 2006 à Paramaribo).
- Travaux de recherche menés sur l'égalité des sexes à l'école (à Paramaribo). Le rapport a été présenté le 25 mai 2006.
- Activités de sensibilisation aux questions relatives à l'égalité des sexes dans l'enseignement, dans le développement et en politique notamment (menées de façon régulière dans le pays).
- Formation de 15 femmes politiques à la prise en compte de la question de l'égalité des sexes dans le développement (Paramaribo, janvier 2004).

Objectif n° 6 (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies)

- Production de deux films ludo-éducatifs présentés pour la première fois en 2004 à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida (voir ci-dessus).
- Activités de sensibilisation à l'intention du grand public (campagnes régulières à la télévision, dans les journaux et à la radio).

Activités liées aux principes mondiaux

- Participation à divers programmes de sensibilisation et diverses campagnes de mobilisation à l'occasion de la Journée internationale de la femme (tous les 8 mars de 2001 à 2006, à Paramaribo).
- Participation à l'élaboration du Plan d'action intégré en faveur de l'égalité des sexes pour 2006 (Paramaribo).
- Participation à l'Action mondiale contre la pauvreté : organisation de diverses activités de sensibilisation et participation à la conférence tenue par le mouvement à Managua du 24 au 26 avril 2005.
- Participation à l'élaboration du Programme national pour le Suriname de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (activité menée de façon régulière à Paramaribo).